

Ordre de Malte France

Association Reconnue d'Utilité Publique
Siège social : 42 rue des Volontaires – 75015 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale des membres de l'Association de l'Ordre de Malte France,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association des Œuvres Hospitalières Françaises de l'Ordre de Malte - Ordre de Malte France - relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Comme présenté au niveau des paragraphes « 4.2.5 Provisions réglementées » et « 4.2.8 Provisions pour risques et charges », votre Association constitue des provisions pour couvrir les risques liés à ses activités. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la Direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et leur documentation et sur la revue des estimations retenues.
- Comme présenté au paragraphe « 4.2.7 Fonds dédiés » de l'annexe, votre entité comptabilise des fonds dédiés, conformément à la réglementation applicable aux associations. Nous nous sommes notamment assurés, sur la base de la documentation obtenue et des contrôles réalisés, de la correcte comptabilisation et évaluation des fonds dédiés à la clôture de l'exercice, au regard de la volonté exprimée par les donateurs.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons également vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), décrites au point 7 de l'annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC N°2018-06 et ont été correctement appliquées.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

6. Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes

ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 4 juin 2026

Le commissaire aux comptes,

Stéphane DANKOWSKI

✓ Certifié par  yvoign

Aca Nexia
Représenté par
Stéphane Dankowski

ORDRE DE MALTE FRANCE
Exercice 2025

ACTIF		2025			2024
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles	6 213 475	3 187 138	3 026 337	3 558 802
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Logiciels, droits et valeurs similaires	6 209 185	3 187 138	3 022 047	3 555 862
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	4 290		4 290	2 940
	Immobilisations corporelles	145 946 738	92 641 362	53 305 376	51 663 754
	Terrains	6 453 994	1 298 236	5 155 758	5 011 875
	Constructions	104 603 801	66 113 404	38 490 397	35 824 127
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	29 309 331	21 180 620	8 128 711	7 950 660
	Immobilisations mises en concession	3 000 068	2 749 064	251 004	281 929
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	2 579 545	1 300 038	1 279 507	2 595 164
	Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés	7 837 213	105 291	7 731 921	9 655 526
	Immobilisations financières	4 944 713	8 655	4 936 059	4 567 933
	Participations	2 986 710	8 655	2 978 055	2 946 503
	Créances rattachées à des participations	226 523		226 523	
	Autres titres immobilisés	663 869		663 869	673 595
	Prêts	945 725		945 725	837 043
	Autres immobilisations financières	121 887		121 887	110 793
	TOTAL I	164 942 139	95 942 446	68 999 693	69 446 015
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours	39 730		39 730	40 891
	Créances	17 670 956	874 316	16 796 640	17 039 769
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 810 772	508 303	4 302 469	3 784 979
	Créances reçues par legs ou donations	6 111 987		6 111 987	8 481 384
	Autres créances	5 726 905	366 013	5 360 891	4 064 186
	Charges constatées d'avance	1 021 292		1 021 292	709 220
	Valeurs mobilières de placement	19 665 081	302 368	19 362 713	18 773 940
	Disponibilités	48 511 251		48 511 251	49 851 205
	TOTAL II	85 887 017	1 176 684	84 710 333	85 705 805
	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecart de conversion Actif (V)	113 643		113 643	113 643
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	250 942 799	97 119 130	153 823 669	155 265 463

ORDRE DE MALTE FRANCE
Exercice 2025

PASSIF		2025	2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise	10 172 830	10 172 830
	Fonds propres statutaires	272 373	272 373
	Fonds propres complémentaires	9 900 458	9 900 458
	Fonds propres avec droit de reprise	24 565	24 565
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	24 565	24 565
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	28 150 573	27 178 670
	Réserves statutaires ou contractuelles	2 619 830	2 619 830
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	25 530 743	24 558 840
	<i>dont réserves des activités médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>10 908 011</i>	<i>10 686 108</i>
	Report à nouveau	28 658 803	29 313 445
	<i>dont RAN des activités médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-1 510 680</i>	<i>-1 469 037</i>
FONDS REPORTES ET DEDIES	Excédent ou déficit de l'exercice	2 666 916	317 261
	<i>dont résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>916 579</i>	<i>-1 027 311</i>
	Situation nette (sous-total)	69 673 688	67 006 772
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	5 737 207	6 055 759
	Provisions réglementées	4 078 615	3 651 907
	TOTAL I	79 489 511	76 714 438
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	12 308 140	14 180 809
	Fonds dédiés	28 354 240	26 659 027
	TOTAL II	40 662 379	40 839 836
PROVISIONS	Provisions pour risques	5 385 327	4 689 848
	Provisions pour charges	168 821	150 966
	TOTAL III	5 554 148	4 840 814
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés	7 116 852	8 854 114
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	893 329	1 090 297
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3 499 793	4 272 858
	Dettes des legs ou donations	1 549 191	3 902 781
	Dettes fiscales et sociales	10 106 814	10 042 552
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	918 333	523 719
	Autres dettes	1 773 577	1 855 995
	Produits constatés d'avance	2 259 742	2 328 060
	TOTAL IV	28 117 631	32 870 376
	Ecarts de conversion Passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	153 823 669	155 265 463

ORDRE DE MALTE FRANCE
Exercice 2025

COMPTE DE RESULTAT		2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	9 800	8 920
	Ventes de biens et services	8 603 215	8 425 613
	Ventes de biens	117 118	208 568
	dont ventes de dons en nature	6 296	82 559
	dont ventes de biens relatives aux activités médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	8 486 097	8 217 044
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations de service relatives aux activités médico-sociales	6 389 821	6 168 333
	Produits de tiers financeurs	82 057 674	75 614 283
	Concours publics et subventions d'exploitation	57 076 691	52 617 797
	Ressources liées à la générosité du public	23 205 048	19 705 821
	Dons manuels	10 299 883	10 119 686
	Mécénats	165 332	399 509
	Legs, donations et assurances-vie	12 739 833	9 186 625
	Contributions financières	1 775 935	3 290 666
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 268 020	1 595 101
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	155 247	
	Utilisations des fonds dédiés	2 107 788	2 405 993
	Autres produits	301 911	104 509
TOTAL I		94 503 655	88 154 419
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	24 746 256	24 648 455
	Aides financières	4 395 621	5 063 740
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 756 584	4 782 709
	Salaires	33 411 507	32 444 585
	Cotisations sociales	14 143 903	14 381 724
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 475 255	5 056 493
	Dotations aux provisions	1 223 575	590 066
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	87 373	
	Reports en fonds dédiés	3 803 000	3 307 505
	Autres charges	1 023 090	393 041
TOTAL II		93 066 164	90 668 319
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		1 437 490	-2 513 900
RESULTAT FINANCIER	Produits de participation	39 454	39 017
	Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	228 885	217 576
	Autres intérêts et produits assimilés	976 285	1 523 326
	Reprises sur dépréciations et provisions	80 845	47 882
	Différences positives de change	27 286	25 732
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 103 112	79 236
	TOTAL III	2 455 867	1 932 769
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	190 613	138 180
	Intérêts et charges assimilées	272 159	279 132
	Différences négatives de change	11 307	40 991
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	10 000	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	89 731	47 321
TOTAL IV		573 809	505 625
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		1 882 058	1 427 143
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		3 319 549	-1 086 757

ORDRE DE MALTE FRANCE
Exercice 2025

COMPTE DE RESULTAT		2025	2024
RESULTAT EXCEPTIONNEL	Produits sur opérations de gestion		23 130
	Produits sur opérations en capital		2 033 864
	Reprises sur provisions et dépréciations	192 482	166 049
	TOTAL V	192 482	2 223 042
	Charges sur opérations de gestion		35 198
	Charges sur opérations en capital		5 023
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	646 026	406 023
	TOTAL VI	646 026	446 245
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-453 543	1 776 798
	Participation des salariés aux résultats (VII)		
	Impôts sur les bénéfices (VIII)	199 089	372 779
	Total des produits (I + III + V)	97 152 004	92 310 230
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	94 485 088	91 992 969
	EXCEDENT OU DEFICIT	2 666 916	317 261
	<i>dont résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>916 579</i>	<i>-1 027 311</i>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
	Dons en nature	987 165	734 479
	Prestations en nature	112 908	59 380
	Bénévolat	23 856 525	25 199 325
	TOTAL	24 956 598	25 993 184
	CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens	987 164	734 479
	Prestations en nature	112 908	59 380
	Personnel bénévole	23 856 525	25 199 325
	TOTAL	24 956 598	25 993 184

ANNEXE AU 31 DECEMBRE 2025

Table des matières

1	Objet social, missions sociales et moyens mis en œuvre	7
1.1	Objet social.....	7
1.2	Missions sociales	7
1.3	Moyens mis en œuvre.....	7
2	Faits caractéristiques de l'exercice	7
2.1	Faits majeurs de l'exercice	7
2.2	Faits postérieurs à la clôture	9
3	Principes et méthodes comptables	10
3.1	Principes généraux	10
3.2	Changement de méthode comptable	10
3.3	Méthodes d'évaluation	10
3.4	Périmètre des comptes annuels.....	10
4	Informations relatives aux postes du Bilan.....	11
4.1	Actif	11
4.1.1	Tableau de variation des immobilisations	11
4.1.2	Tableau de variation des amortissements.....	11
4.1.3	Immobilisations corporelles.....	12
4.1.4	Immobilisations en cours	12
4.1.5	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés.....	12
4.1.6	Participations et créances rattachées.....	12
4.1.7	Titres immobilisés - Valeurs mobilières de placement	12
4.1.8	Stocks	13
4.1.9	Créances et dettes	13
4.1.10	Créances reçues par legs ou donations	13
4.1.11	Charges constatées d'avance.....	13
4.1.12	Comptes bancaires et caisses	13
4.1.13	Produits à recevoir.....	14
4.2	Passif.....	14
4.2.1	Tableau de variation des fonds propres	14
4.2.2	Résultats détaillés par établissements.....	15
4.2.3	Excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire d'établissements médico-sociaux et sanitaires, passage au résultat administratif	15
4.2.4	Subventions d'investissement amortissables	15
4.2.5	Provisions réglementées.....	16
4.2.6	Fonds reportés liés aux legs.....	16
4.2.7	Fonds dédiés	16
4.2.8	Provisions pour risques et charges	17
4.2.9	Emprunts.....	17
4.2.10	Dettes.....	18
4.2.11	Dettes des legs ou donations.....	18
4.2.12	Produits constatés d'avance	18
4.2.13	Charges à payer.....	18
5	Informations relatives au compte de résultat	19
5.1	Ventilation des concours publics et subventions d'exploitation.....	19
5.2	Ventilation des produits liés aux legs.....	19
5.3	Contributions volontaires en nature	19
5.4	Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales.....	20

6	Autres informations.....	20
6.1	Effectif moyen	20
6.2	Engagements de retraite.....	20
6.3	Engagements hors bilan	21
6.3.1	Engagements reçus.....	21
6.3.2	Engagements donnés.....	21
6.4	Rémunération des dirigeants et salariés	21
6.5	Honoraires du Commissaire aux comptes.....	21
6.6	Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger (version synthétique*)	22
7	Compte de Résultat par Origine et par Destination et Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public	23
7.1	Règles d'élaboration.....	23
7.1.1	Définition des missions sociales.....	23
7.1.2	Ventilation des missions sociales.....	23
7.1.3	Principe d'affectation des coûts	23
7.1.4	Définition des ressources.....	24
7.1.5	Règle d'affectation des ressources par types d'emplois.....	24
7.2	Présentation du Compte de Résultat par Origine et par Destination et du Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public pour l'exercice 2025	24
7.2.1	Le Compte de Résultat par Origine et par Destination	25
7.2.2	Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du public	26

1 Objet social, missions sociales et moyens mis en œuvre

1.1 Objet social

Conformément à ses statuts, l'Ordre de Malte de France est une association caritative qui a pour objet d'apporter, tant en France que dans les pays avec lesquels la République Française ou l'Ordre Souverain de Malte entretiennent des relations diplomatiques, une aide aux personnes affectées notamment par la maladie, le handicap, la dépendance, les conflits, les catastrophes naturelles et tout autre détresse, sans distinction de religion, d'origine, ou d'âge.

Elle intervient aussi dans la protection de la vie, de son origine jusqu'à sa fin naturelle.

Elle intervient également dans le cadre d'opérations de sécurité civile, d'actions de solidarité et d'aide aux réfugiés et aux migrants.

L'ensemble de ces activités est mené conformément aux principes de charité et de fraternité tels qu'exposés à l'article 2 paragraphe 2 de la Charte Constitutionnelle de l'Ordre Souverain de Malte promulguée le 27 juin 1961 et modifiée les 28-30 avril 1997 par son Chapitre général extraordinaire.

1.2 Missions sociales

Les moyens d'actions de l'Association sont, notamment :

- La création et la gestion de structures de soins et d'accueil ;
- Des secours médicaux y compris par l'acquisition de médicaments ainsi que des produits de santé et de nutrition à destination des populations démunies ;
- Des formations en vue de l'éducation sanitaire et de la spécialisation des membres des professions médicales et paramédicales ;
- Des publications, expositions, colloques, séminaires et symposiums ;
- Et d'une manière générale tout concours moral, financier ou matériel à des œuvres caritatives ou humanitaires.

1.3 Moyens mis en œuvre

Les ressources annuelles de l'Association se composent, notamment :

- Du revenu de ses biens ;
- Des cotisations et souscriptions de ses Membres ;
- Des subventions qui peuvent lui être accordées, notamment de l'Etat et des collectivités territoriales, et des établissements publics ;
- Des dons et du produit des libéralités dont l'emploi est décidé ;
- Des ressources créées à titre exceptionnel avec, s'il y a lieu, l'agrément de l'autorité compétente ;
- Du produit des rétributions perçues pour service rendu.

2 Faits caractéristiques de l'exercice

2.1 Faits majeurs de l'exercice

Le résultat de l'exercice passe de + 317 261 € en 2024 (dont – 1 027 311 € pour les activités médico-sociales sous gestion contrôlée) à + 2 666 916 € en 2025 (dont + 916 579 € pour les activités médico-sociales sous gestion contrôlée).

L'année 2025 a été marquée par une forte augmentation de nos ressources liées à la générosité du public passant la barre des 20 M€ (23,2 M€ en 2025 contre 19,7 M€ en 2024), en raison de nos produits de libéralités exceptionnellement élevés avec une hausse de 3,5 M€ (soit + 38,6 %). Quant à la collecte de dons auprès des particuliers, celle-ci a légèrement progressé pour atteindre 10,3 M€ (soit + 1,8 %).

Nos dépenses sont correctement maîtrisées, et ceci permet de ressortir un résultat d'exploitation positif, contrairement aux années passées.

Le résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée s'améliore. L'an dernier, un fonds dédié pour travaux de la Maison Saint Jean de Malte Paris avait été inscrit à hauteur de 0,8 M€, en accord avec l'ARS Ile de France.

Rappelons que ce résultat n'est pas à disposition de l'Association et de ses instances de direction. Celui-ci fera l'objet de contrôles des tiers financeurs.

Activités médico-sociales et sanitaires

✓ **CPMPR / SMR Pédiatrique Saint Jacques – Roquetaillade (32)**

La réforme de la tarification des SMR débutée en 2024 a eu pour conséquence de modifier structurellement les produits du CPMPR St Jacques. Cette tarification à l'activité nécessite une augmentation du nombre de journées afin de compenser l'effet tarification négatif constaté en 2024. Le renfort de l'équipe médicale a permis en 2025 d'augmenter significativement le nombre de journées réalisées (+ 7,8 %) ainsi que la valorisation des séjours. Cette dynamique a généré des produits d'activité permettant à l'établissement un retour à l'équilibre en 2025.

✓ **MAS Saint Jean de Malte – Paris (75)**

Les travaux de restructuration et de rénovation du bâtiment engagés en 2023 pour un montant global de 16 millions d'euros (intégrant également le renouvellement des équipements) se poursuivent avec la réception de la deuxième phase en octobre 2025. La troisième phase a été engagée en fin d'année 2025, en site occupé, nécessitant une diminution volontaire de l'accueil des résidents et l'arrêt des admissions. Le maintien des financements par l'Agence Régionale de Santé permet à l'établissement de dégager un résultat excédentaire significatif.

✓ **MAS Notre Dame de Philermé – Sallanches (74)**

L'impossibilité d'ouvrir au public les 10 places de MAS dans le délai imparti par le Code de l'Action Sociale et des Familles, en raison des difficultés récurrentes de recrutement de professionnels diplômés, a conduit l'Association à devoir renoncer à l'autorisation d'extension des 10 places accordée en janvier 2017. Les financements associés à cette activité ont été supprimés en 2025. Dans le cadre de la nouvelle négociation CPOM, une partie des frais fixes liés à cette extension sont néanmoins financés. Par ailleurs, l'établissement dispose de réserves importantes qui n'ont pas été reprises à ce stade par le financeur et qui seront utilisées pour développer de nouveaux projets d'accompagnement de personnes adultes vivant avec des troubles du spectre de l'autisme.

✓ **EHPAD Saint Paul – Saint-Étienne (42)**

La poursuite du Plan de Retour à l'Equilibre engagé dès 2024, permet à l'établissement de dégager pour la deuxième année consécutive un excédent. L'équipe de direction et d'encadrement poursuit son engagement de maîtrise des charges d'exploitation ainsi que le maintien d'un taux d'occupation élevé. Par ailleurs, la grande qualité d'accompagnement des résidents et des équipes a été reconnue dans le cadre de l'évaluation externe (référentiel Haute Autorité de Santé) et l'attribution de la note la plus élevée pour les établissements médico-sociaux.

✓ **EHPAD Maison Ferrari – Clamart (92)**

La revalorisation significative des produits de tarification liée à l'évolution de la coupe Pathos, mécanisme qui permet d'ajuster les ressources liées au soin aux besoins réels des résidents, permet à l'établissement de bénéficier de financements supplémentaires conséquents et ainsi d'équilibrer les sections soin et dépendance. L'année 2025 a été marquée par l'absence du directeur de l'établissement au cours du quatrième trimestre et le recrutement d'une directrice de transition. Dans ce contexte, les admissions ont été ralenties générant un taux d'occupation en retrait par rapport à l'exercice précédent.

✓ **SESSAD Autisme Saint François – Haute-Savoie (74)**

En avril 2025, l'Association MeeO a décidé unilatéralement de se retirer d'un dispositif d'Unité d'Enseignement co-porté avec l'Ordre de Malte France, pour la partie éducative, depuis 2019. Des échanges avec l'Agence Régionale de Santé ont permis de sécuriser le parcours des enfants accueillis et de mettre en œuvre dès la rentrée scolaire 2025-2026 un nouvel accompagnement d'enfants porteurs de troubles du spectre de l'autisme au sein d'une école primaire du bassin annécien. Les financements historiques ont par ailleurs été sécurisés par une autorisation de transformation de places.

✓ **Contexte général**

Depuis plusieurs années, le secteur sanitaire et médico-social est marqué par de nombreux enjeux :

○ Les ressources humaines :

Les établissements médico-sociaux continuent de faire face à des difficultés majeures de recrutement et de fidélisation des professionnels. Cette situation génère des difficultés d'accompagnement des personnes accueillies. L'attractivité du secteur, la pénibilité et notamment le fait de travailler le soir, la nuit ou les week-ends ont pour conséquence une désertification des formations professionnelles de notre secteur.

○ Les contraintes budgétaires :

Cette année 2025 est de nouveau marquée par un décalage entre les financements accordés et la réalité des charges d'exploitation des établissements et services. Les taux d'évolution des produits de tarification permettent difficilement de couvrir les augmentations des salaires, l'évolution du coût des énergies ou des prestations de restauration. Si certains établissements bénéficient de ressources complémentaires, elles sont de nature ponctuelle et ne sauraient assurer l'équilibre budgétaire à long terme.

Ces contraintes obèrent la capacité des établissements et services à investir dans la rénovation des bâtiments, le renouvellement des équipements ou dans l'acquisition d'outils innovants.

Autres activités en France

✓ Activité de solidarité

Le déploiement de la Stratégie CAP 2025 a continué en 2025. 75 nouvelles activités ont vu le jour sur l'ensemble du territoire : 10 en Table de Malte, 3 en Soins de Malte, 5 en Accueil Malte et 57 en Cœur de Malte.

Nous pouvons souligner l'ouverture de la Maison Malte de Toulon, accueil pluridisciplinaire pour les jeunes. À Paris, nos foodtrucks ont continué à se déployer à Sceaux, à la Tour Saint Jacques et dans le 20^{ème} arrondissement. Le développement de nos antennes médicales mobiles se poursuit notamment à Nantes et Toulouse. Enfin nous avons ouvert plusieurs Accueils Malte à Paris (dans le 15^{ème} et le 10^{ème} arrondissement).

Le projet du nouveau Fleuron Saint Jean a, quant à lui, avancé avec la signature de la convention d'occupation et le lancement du chantier de construction de la péniche.

✓ Activité de secourisme

L'année 2025 a été marquée notamment par la participation de l'Ordre de Malte France à divers dispositifs majeurs dont celui du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace (SIAE). Ce dispositif a été une réussite avec des secouristes mobilisés de toute la France. Une croissance des dispositifs prévisionnels des postes de secours est aussi à noter. Cependant, l'impact JO 2024 (246 K€ de produits en 2024) masque cela financièrement avec des produits de 774 K€ en 2025 (contre 678 K€ en 2024 hors JO).

Au niveau de la formation, une progression de notre activité est notable grâce notamment au site d'inscription aux formations (276 K€ de produits en 2025 soit + 36 K€ par rapport à 2024).

Les investissements pour le renouvellement du parc véhicule de VPSP se sont poursuivis. Ceci entraîne une nette augmentation des dotations aux amortissements.

Enfin, l'OMF s'est vu confier la mission des brigades médicales en 2025 en Nouvelle Calédonie pour une durée d'un an via un financement de 1 368 K€. Cette mission se poursuivra courant 2026.

Activités internationales

La Direction Hospitalière Internationale (DHI) de l'Ordre de Malte France joue un rôle central dans le déploiement de l'action sanitaire à l'étranger.

En 2025, dans un contexte géopolitique toujours très incertain marqué par la permanence des crises et des tensions, l'OMF a exploité en mobilisant 1200 collaborateurs ses sept hôpitaux, six centres de santé et trois centres de formation et d'actions de secours situés en Afrique et en Palestine dans le respect de ses valeurs et en veillant tout particulièrement à préserver la sécurité et la qualité des soins délivrés aux patients.

En outre, la DHI soutient, notamment par l'approvisionnement en médicaments, 124 centres de santé situés principalement en Afrique, en Asie et en Europe continentale.

Son action s'est traduite par une activité soutenue, avec plus de 280 000 consultations médicales réalisées au sein des structures gérées, auxquelles s'ajoutent plus de 41 000 consultations menées dans le cadre de dispositifs mobiles de stratégie avancée. Ces derniers permettent d'intervenir dans des zones isolées, en particulier auprès des populations les plus vulnérables.

La santé maternelle et infantile constitue un axe prioritaire, avec près de 15 000 naissances accompagnées et plus de 23 000 enfants suivis pour malnutrition. Par ailleurs, les actions de terrain ont permis de réaliser près de 24 000 dépistages du paludisme (dont plus de 12 000 cas positifs) et plus de 15 000 tests VIH, tout en menant d'importantes campagnes de prévention et de vaccination (près de 20 000 actes).

Ces activités s'appuient sur des actions de soutien et des partenariats structurants, essentiels pour renforcer durablement les systèmes de santé locaux. Dans de nombreux territoires, les structures de l'Ordre de Malte constituent un accès aux soins indispensable, voire unique, ce qui confère à la DHI une responsabilité stratégique majeure, à la croisée de l'exigence médicale et de l'engagement humanitaire.

Le coût global des activités à l'international pour l'année 2025 a été bien maîtrisé et s'élève à 7,9 M€.

2.2 Faits postérieurs à la clôture

Absence de faits postérieurs à la clôture de l'exercice.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre Association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06, ANC 2019-04 et ANC 2022-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, modifié par les règlements ANC 2022-06 et 2023-03.

L'exercice, d'une durée de douze mois, recouvre la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025. Ces comptes annuels regroupent l'ensemble des activités des Œuvres Hospitalières Françaises de l'Ordre de Malte.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, le total du bilan s'élève à 153 823 669 € et le résultat est de + 2 666 916 € dont + 916 579 € sur les activités médico-sociales sous gestion contrôlée.

3.2 Changement de méthode comptable

A compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2025, il a été tenu compte de 2 nouveaux règlements ANC 2022-06 (modifiant le règlement ANC 2014-03) et ANC 2023-03 (modifiant divers règlements en coordination avec le règlement ANC 2022-06). La première application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable appliqué de manière prospective. Ces textes entraînent principalement des changements de présentation et de classement avec notamment la nouvelle définition du résultat exceptionnel, la suppression de la technique des transferts de charges, ainsi que la mise à jour des modèles de bilan et compte de résultat.

Ainsi, les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en exceptionnel sont désormais inscrites en exploitation sur la ligne « Concours publics et subventions d'exploitation » pour 557 711 € en 2025. Par ailleurs, les remboursements de charges de personnel précédemment comptabilisés en transferts de charges viennent en déduction des « Cotisations sociales » pour 683 218 € en 2025.

3.3 Méthodes d'évaluation

Les conventions comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sauf mentions au paragraphe 3.2,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3.4 Périmètre des comptes annuels

Les comptes annuels 2025 de l'Ordre de Malte France comprennent les établissements suivants :

➤ Etablissements dont le résultat est sous gestion contrôlée :

- Centre Pédiatrique Saint Jacques à Roquetaillade
- Maison Saint Jacques à Roquetaillade
- Maison Saint Jean de Jérusalem à Rochefort
- Maison Saint Jean de Malte à Rochefort
- Maison Jeanne d'Arc à Vigneux
- Maison Saint Jean de Malte à Paris
- Maison Notre Dame de Philermes à Sallanches
- SESSAD Saint-François à Annecy
- EHPAD Saint Paul à Saint Etienne
- Maison d'Ulysse à Bullion
- Maison Ferrari à Clamart – section dépendance et soin*
- Maison Saint Fulbert, dont l'Habitat inclusif et la MAS, à Lèves
- Maison Saint Julien à Chartres

*Le résultat de la section hébergement n'est pas sous gestion contrôlée

➤ Etablissements dont le résultat est sous gestion non contrôlée :

- « Siège » proprement dit, incluant les activités caritatives en France et à l'International
- Fleuron Saint Michel à Asnières-sur-Seine
- Fleuron Saint Jean à Paris
- Pavillon Sainte Fleur à Madagascar (concession de service public) : Etant gestionnaire de cet établissement, le résultat dégagé est définitivement acquis par l'OMF
- Maison Ferrari à Clamart – section hébergement

4 Informations relatives aux postes du Bilan

4.1 Actif

4.1.1 Tableau de variation des immobilisations

IMMOBILISATIONS	2024 Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	Acquisitions	Cessions/Mises au rebut	Virements de poste à poste	2025 Valeurs brutes en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais de recherche et développement					
Logiciels, droits et valeurs similaires	6 185 257	28 648	13 970	9 250	6 209 185
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	2 940	4 290	-	-2 940	4 290
TOTAL I	6 188 197	32 938	13 970	6 310	6 213 475
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	6 227 590	81 625	33 222	178 000	6 453 994
Constructions	99 726 932	675 688	264 058	4 465 238	104 603 801
Installations techniques, matériels et outillage industriels	27 802 088	1 770 206	520 666	257 702	29 309 331
Immobilisations mises en concession	2 924 354	75 714			3 000 068
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	3 662 489	4 003 137	178 603	-4 907 479	2 579 545
TOTAL II	140 343 453	6 606 371	996 548	-6 538	145 946 738
Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés	9 888 575	4 626 230	6 677 592		7 837 213
TOTAL III	9 888 575	4 626 230	6 677 592		7 837 213
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations	2 986 710				2 986 710
Créances rattachées à des participations				226 523	226 523
Autres titres immobilisés	673 595	274	10 000		663 869
Prêt	837 043	108 682			945 725
Autres immobilisations financières	110 793	14 239	3 144		121 887
TOTAL IV	4 608 141	123 195	13 144	226 523	4 944 714
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	161 028 365	11 388 734	7 701 254	226 295	164 942 139

4.1.2 Tableau de variation des amortissements

AMORTISSEMENTS	Durée d'utilisation	Mode	2024 Amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	2025 Amortissements en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Logiciels, droits et valeurs similaires	1 à 10 ans	Linéaire	2 629 394	571 714	13 970	3 187 138
TOTAL I			2 629 394	571 714	13 970	3 187 138
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains			1 215 715	82 521	-	1 298 236
Constructions	- Gros œuvres : 20 à 80 ans - Eléments techniques : 10 à 30 ans - Divers agencements : 5 à 18 ans	Linéaire	63 902 805	2 474 164	263 566	66 113 404
Installations techniques, matériel et outillage industriels	- Matériels & équipements : 3 à 15 ans - Matériel transport : 4 à 10 ans - Mat. bureau, info et mob. : 3 à 10 ans	Linéaire	19 851 428	1 797 283	468 091	21 180 620
Immobilisations mises en concession	Durée de la concession		2 642 425	106 639		2 749 064
TOTAL II			87 612 374	4 460 606	731 657	91 341 324
TOTAL GENERAL (I + II)			90 241 768	5 032 320	745 628	94 528 462

Dont dotations	d'exploitation financières exceptionnelles	5 032 320
----------------	--	-----------

4.1.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les immobilisations sont conformes au règlement CRC 2002-10, relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Les immobilisations sont ventilées par composants et amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilisation probable.

4.1.4 Immobilisations en cours

Ces immobilisations ne sont pas amorties.

4.1.5 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation. Ils s'élèvent à 7 837 213 € (valeur brute) et sont dépréciés à hauteur de 105 291 € au 31 décembre 2025.

4.1.6 Participations et créances rattachées

PARTICIPATIONS	Capitaux propres au 31/12/2025	Quote-part du capital détenu en pourcentage
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES PARTICIPATIONS		
1. Participations (10 % à 50 % du capital détenu)		
2. Participations (51 % à 100 % du capital détenu)		
a) OHFOM Diffusion	141 345	100,00%
b) SCIA de l'OMF	3 134 624	99,998%

Ces participations ne sont pas consolidées dans les comptes annuels présentées :

- a) Il s'agit de la participation détenue dans le capital de la SARL OHFOM Diffusion.
Le montant de la participation détenue par l'OMF s'élève à 150 000 €.
Le résultat de cette société en 2025 est un bénéfice de 31 553 €.
- b) Il s'agit de la participation détenue dans le capital de la SCI des Activités de l'Ordre de Malte France.
Le capital de la SCI est détenu au 31 décembre 2025 à 99,998 % par l'Ordre de Malte France et à 0,002 % par l'Association des Membres de l'Ordre Souverain de Malte.
Le montant de cette participation s'élève à 2 836 710 €.
Le résultat de la SCI en 2025 est un excédent de 297 869 €.

4.1.7 Titres immobilisés - Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Le prix d'acquisition des titres est comparé à l'estimation d'inventaire. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Au 31 décembre 2025, la plus-value latente sur les valeurs mobilières détenues dans le portefeuille titres s'élève à 3 257 168 €.

4.1.8 Stocks

Il s'agit principalement du stock de produits pharmaceutiques.

Ces stocks sont valorisés au coût d'achat, selon la méthode FIFO, tenant compte toutefois des dates de péremption.

4.1.9 Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CREANCES	MONTANT BRUT	DONT A UN AN AU PLUS	DONT A PLUS D'UN AN
ACTIF IMMOBILISE :			
Créances rattachées à des participations	226 523		226 523
Prêts	945 725		945 725
Autres immobilisations financières	121 887		121 887
ACTIF CIRCULANT :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 810 772	4 810 772	
Créances reçues par legs ou donations	6 111 987	6 111 987	
Autres créances	5 726 905	5 726 905	
Charges constatées d'avance	1 021 292	1 021 292	
TOTAL GENERAL	18 738 568	17 670 956	1 067 612
Prêts accordés en cours d'exercice	108 682		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

4.1.10 Créances reçues par legs ou donations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres. En 2025, les créances reçues par legs ou donations s'élèvent à 6 111 987 €.

4.1.11 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 1 021 292 € au 31 décembre 2025 et sont uniquement constituées de charges d'exploitation.

4.1.12 Comptes bancaires et caisses

Les comptes bancaires et les caisses en devises sont convertis aux cours officiels de change en vigueur au 31 décembre.

4.1.13 Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Avances et acomptes versés aux fournisseurs	4 123
Créances clients, usagers et comptes rattachés	789 344
Autres créances	
Personnel et comptes rattachés	173 262
Etat et autre collectivités publiques	2 100
Débiteurs divers	3 782 670
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	855 386
TOTAL	5 606 885

4.2 Passif

4.2.1 Tableau de variation des fonds propres

FONDS ASSOCIATIFS	2024 Montant au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Virement de poste à poste	2025 Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	10 172 830					10 172 830
Fonds propres statutaires	272 373					272 373
Fonds propres complémentaires	9 900 458					9 900 458
Fonds propres avec droit de reprises	24 565					24 565
Fonds propres statutaires						
Fonds propres complémentaires	24 565					24 565
Reserves	27 178 670	968 775	3 128			28 150 573
Reserves statutaires et contractuelles	2 619 830					2 619 830
Reserves pour projet de l'entité						-
Autres	24 558 840	968 775	3 128			25 530 743
<i>Dont reserves des activités sociales et medico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>10 686 108</i>	<i>218 775</i>	<i>3 128</i>			<i>10 908 011</i>
Report à nouveau	29 313 445	-651 514	2 581	5 709		28 658 803
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et medico sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-1 469 037</i>	<i>-38 515</i>	<i>2 581</i>	<i>5 709</i>		<i>-1 510 710</i>
Excédent ou Déficit de l'exercice	317 261	-317 261	2 891 497	224 581		2 666 916
<i>Dont résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-1 027 311</i>	<i>1 027 311</i>	<i>1 123 829</i>	<i>207 249</i>		<i>916 579</i>
Situation nette (sous total)	67 006 772		2 897 206	230 290		69 673 688
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	6 055 759		288 941	561 611	-45 882	5 737 207
Provisions réglementées	3 651 907		619 191	192 482		4 078 615
TOTAL	76 714 438		3 805 337	984 382	-45 882	79 489 511

4.2.2 Résultats détaillés par établissements

ETABLISSEMENTS	2025	2024
Siège - Actions Caritatives	1 485 943	798 998
Fleuron Saint Michel (Asnières-sur-Seine)	21 900	-22 765
Fleuron Saint Jean (Paris)	39 604	-10 804
Pavillon Sainte Fleur (Madagascar)	-17 332	-4 152
Maison Ferrari (Clamart) - hébergement	220 221	583 295
Résultat des activités sous gestion non contrôlée (affectable par l'Assemblée Générale)	1 750 337	1 344 572
CPMPR Saint Jacques (Roquetaillade)	20 512	-122 267
Maison Saint Jacques (Roquetaillade)	-65 770	-42 392
Maison Saint Jean de Jérusalem (Rocheport)	-20 802	-33 300
Maison Saint Jean de Malte (Rocheport)	8 493	-36 877
Maison Jeanne d'Arc (Vigneux)	52 941	102 781
Maison Saint Jean de Malte (Paris)	650 488	-394 010
Maison Notre Dame de Philerm (Sallanches)	-120 678	157 699
SESSAD Saint François (Annecy)	79 341	-16 839
EPHAD Saint Paul (Saint-Etienne)	16 122	18 899
Maison d'Ulysse (Bullion)	179 057	-37 023
Maison Ferrari (Clamart) - soin et dépendance	-19 839	-801 054
Maison Saint Fulbert (Lèves)	121 446	194 180
Maison Saint Julien (Chartres)	15 269	-17 109
Résultat des activités médico-sociales sous gestion contrôlée	916 579	-1 027 311
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	2 666 916	317 261
<i>Dont résultats caritatifs</i>	<i>1 530 116</i>	<i>761 277</i>
<i>Dont résultats établissements médico-sociaux</i>	<i>1 136 800</i>	<i>-444 016</i>

4.2.3 Excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire d'établissements médico-sociaux et sanitaires, passage au résultat administratif

Détermination du résultat effectif global	2025	2024
Excédent ou déficit de l'exercice	1 136 800	-444 016
- Reprise du résultat antérieur	38 612	144 849
Excédent ou déficit effectif global	1 175 412	-299 166
- Dont résultat effectif sous gestion propre	220 221	583 295
- Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	955 191	-882 462
Détermination du résultat administratif	2025	2024
Résultat effectif global de l'entité sous gestion contrôlée	955 191	-882 462
- Variation de la provision pour congés payés	50 595	-73 965
- Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat administratif	1 005 786	-956 426

* Résultat administratif proposé et non encore validé par les financeurs

4.2.4 Subventions d'investissement amortissables

Ce compte enregistre les subventions d'investissement reçues pour financer des biens immobilisés. Ces subventions sont reprises à hauteur des amortissements pratiqués. La quote-part de reprise est désormais classée dans les produits d'exploitation (application du règlement ANC 2022-06).

4.2.5 Provisions réglementées

Les provisions réglementées concernent uniquement les Etablissements médico-sociaux et sanitaires relevant de l'article R. 314-1 du CASF. Elles sont les suivantes :

- Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ;
- Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations ;
- Amortissements dérogatoires ;
- Réserves des plus-values nettes d'actif.

S'agissant de provisions réglementaires, elles ne sont pas soumises au Règlement n°2000-06 relatif aux passifs. Les comptes de dotations et de reprises sont conservés en résultat exceptionnel, conformément à sa nouvelle définition. Le résultat exceptionnel n'est composé en 2025 que de ces provisions réglementées.

4.2.6 Fonds reportés liés aux legs

Les fonds reportés sont comptabilisés quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants aux legs acceptés en Conseil d'Administration.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs.

Les fonds reportés liés aux legs ou donations s'élèvent à 12 308 140 € au 31 décembre 2025.

4.2.7 Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDES ISSUS DE	Valeur à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	Transferts	Valeur à la clôture de l'exercice	Dont fonds dédiés sans utilisation significative en 2024 et 2025
Subventions d'exploitation	787 134	1 543 980	154 128		2 176 986	318 476
dont :						
Projet Brigades médicales (Nouvelle Calédonie)		1 263 902			1 263 902	0
Projet Foodtrucks solidaires IdF (France)	114 735		55 672		59 064	0
Projet Soins dentaires Bourges (France)	93 616		10 019		83 597	0
Projet Dispensaire mobile Limoges (France)	68 857	37 141			105 998	105 998
Projet Bagagerie Paris 18ème (France)	41 886		6 718		35 168	0
Contributions financières des autorités de tarification	14 537 603	431 399	528 776	0	14 440 226	1 698 906
dont :						
Projets Etablissements médico-sociaux - CNR exploitation (France)	1 360 834	91 023	122 476	-1 288	1 328 092	1 096 085
Projet Maison Saint Jean de Malte Paris - CNR investissement (France)	9 418 956	328 156	161 758		9 585 354	9 515
Projets Etablissements médico-sociaux - CNR investissement (France)	3 757 814	12 220	244 542	1 288	3 526 780	593 306
Contributions financières d'autres organismes	4 114 769	533 879	845 695		3 802 953	985 928
dont :						
Projets Etablissements médico-sociaux - investissements (France)	1 398 386	11 692	114 504		1 295 574	46 671
Projets Foodtrucks solidaires IdF (France)	68 883	27 500	42 754		53 629	0
Projet Accueil femmes seules Paris 15ème (France)	108 140				108 140	0
Projet Aménagement Fleuron St Jean II (France)	128 500				128 500	0
Projet Maison Malte Mulhouse (France)	73 149	30 000			103 149	103 149
Projets sur l'Hôpital CHOM (Sénégal)	134 033	25 500	5 825		153 709	128 209
Projet Pôle Mère & Enfant de l'Hôpital (Togo)	252 750		252 750		0	0
Projet Réhabilitation Centre Rohan Chabot (Cameroun)	108 182		4 648		103 534	103 534
Ressources liées à la générosité du public	7 219 520	1 293 742	579 188		7 934 075	5 074 679
dont :						
Projet Construction ou agrandissement d'un EHPAD (France)	2 596 616		0		2 596 616	2 596 616
Projets Etablissements médico-sociaux (France)	1 851 822	84 838	139 095		1 797 564	851 296
Projets Personnes majeures désorientées (France)	321 711	95 944			417 655	417 655
Projets Création hébergement handicapés moteurs cérébraux (France)	234 000	49 517			283 517	283 517
Projet Foodtrucks solidaires IdF (France)	132 726		27 558		105 169	0
Projet Aménagement Fleuron St Jean II (France)	138 548	995			139 542	0
Projet Solidarité Bas-Rhin (France)	205 264		0		205 264	205 264
Projets Défis Malte (France et International)	89 848	55 870	50 520		95 198	18 903
Projets Lépre & Grandes endémies (International)	381 973	280 020	34 250		627 743	205 708
Projet Prévention et dépistage diabète (Guinée)	248 502		208 126		40 376	0
Total	26 659 027	3 803 000	2 107 788	0	28 354 240	8 077 989

Afin de respecter la volonté des donateurs, les fonds provenant de la générosité du public pour des actions précises sont inscrits en charges sous la rubrique « Report en fonds dédiés » pour la partie des ressources non utilisées en fin d'exercice. On constate, ainsi, l'engagement de poursuivre ces actions sur les exercices suivants.

La contrepartie de ce compte s'inscrit au passif du bilan dans la rubrique « Fonds dédiés ».

4.2.8 Provisions pour risques et charges

PROVISIONS	2024 Valeur à l'ouverture de l'exercice	Augmentations/ Dotations de l'exercice	Diminutions/ Reprises de l'exercice	2025 Montant en fin d'exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Destinées à la couverture du besoin en fond de roulement	372 376			372 376
Pour renouvellement des immobilisations	2 203 173		183 802	2 019 371
Amortissements dérogatoires	453 186	32 257	8 680	476 764
Diff. sur réalisation éléments actifs	623 171	586 933		1 210 104
TOTAL I	3 651 907	619 191	192 482	4 078 615
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Pour risques sur activités à l'international	398 700	303 000	98 700	603 000
Pour risques sur écarts de change	113 643			113 643
Pour autres risques	4 177 505	934 410	443 231	4 668 684
Sous-total : provisions pour risques	4 689 848	1 237 410	541 931	5 385 327
Pour gros entretiens et grandes révisions	98 000	13 000	-	111 000
Pour charges sur legs et donations	52 967	4 854	-	57 821
Sous-total : provisions pour charges	150 966	17 854	-	168 821
TOTAL II	4 840 814	1 255 264	541 931	5 554 148
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS				
Sur immobilisations corporelles	1 067 325	232 713		1 300 038
Sur biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés	233 049	95 743	223 500	105 291
Sur immobilisations financières	40 207	-	31 553	8 655
Sur clients	710 540	131 161	333 398	508 303
Sur autres créances	679 643	79 061	392 691	366 013
Sur valeurs mobilières	161 048	190 613	49 293	302 368
TOTAL III	2 891 813	729 290	1 030 434	2 590 668
TOTAL GENERAL (I + II + III)	11 384 534	2 603 745	1 764 847	12 223 431
Dont dotations et reprises	d'exploitation financières exceptionnelles	1 767 105 190 613 646 026	1 491 520 80 845 192 482	

4.2.9 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).
Les intérêts courus non échus sont constatés en fin d'exercice.

4.2.10 Dettes

DETTE	MONTANT BRUT	DONT A UN AN AU PLUS	DONT A PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	DONT A PLUS DE 5 ANS
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 116 852	1 420 705	2 207 624	3 488 524
Emprunts et dettes financières diverses	893 329	434 289	459 040	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3 499 793	3 499 793		
Dettes des legs ou donations	1 549 191	1 549 191		
Dettes fiscales et sociales	10 106 814	10 106 814		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	918 333	918 333		
Autres dettes	1 773 577	1 773 577		
Produits constatés d'avance	2 259 742	2 259 742		
TOTAL GENERAL	28 117 631	21 962 444	2 666 664	3 488 524
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	986 093			
Solde créditeurs de banque	739 461			

4.2.11 Dettes des legs ou donations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Dettes des legs ou donations » pour les dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès, des dettes grevant le bien transférées au bénéficiaire de la donation et de toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation. En 2025, les dettes des legs ou donations s'élèvent à 1 549 191 €.

4.2.12 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 2 259 742 € au 31 décembre 2025 dont 1 056 251 € qui concerne la Maison d'Ulysse (Bullion). Ce montant correspond à l'indemnité d'assurance perçue au titre du sinistre du 22 octobre 2018 qui est repris au rythme des amortissements des travaux de réhabilitation du bâtiment.

4.2.13 Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédits	38 876
Emprunts et dettes financières divers	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 108 515
Dettes fiscales et sociales	6 073 558
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	358 286
Autres dettes	514 726
TOTAL	8 093 960

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Ventilation des concours publics et subventions d'exploitation

Les concours publics et subventions d'exploitation se ventilent comme suit :

- Concours publics : 52 712 454 €
- Subventions d'exploitation : 4 364 236 € (intégrant à compter de 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement qui s'élèvent à 557 711 € pour cet exercice clos)

5.2 Ventilation des produits liés aux legs

Rubriques	2025
Legs acceptés au cours de l'exercice	7 053 455
Assurances vies encaissées	3 098 560
Ventes de biens reçus par legs	27 880
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	8 517 986
VNC des biens reçus par legs cédés au cours de l'exercice	559 513
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés	-95 743
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	-6 645 318
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	223 500
Total	12 739 833

5.3 Contributions volontaires en nature

Depuis 2020, l'Association comptabilise les contributions volontaires en nature.

Pour le bénévolat, une méthode de valorisation à 5 statuts a été retenue calquée sur le mode de fonctionnement de l'Ordre de Malte France, à savoir :

- Catégorie 1 – Bénévoles assurant une fonction nationale : valorisée à 4 fois le SMIC charges incluses
- Catégorie 2 – Bénévoles assurant une fonction départementale ou régionale : valorisée à 3 fois le SMIC charges incluses
- Catégorie 3 – Bénévoles assurant une responsabilité d'activité locale : valorisée à 2 fois le SMIC charges incluses
- Catégorie 4 – Bénévoles réguliers ou ponctuels : valorisée à 1 fois le SMIC charges incluses
- Catégorie 5 – Bénévoles très ponctuels : valorisée à 1 fois le SMIC charges incluses

Le nombre de bénévoles des catégories 1 à 4 est obtenu à partir de notre base de gestion des bénévoles. Celui de la catégorie 5 est basé sur une estimation déclarative de nos Délégations départementales.

Pour chacune des 5 catégories, il est estimé un temps moyen d'engagement en jour.

En 2025, l'engagement des 14 900 bénévoles représente 134 725 journées, soit 518 ETP, pour une valorisation de 23 856 525 €, montant figurant au pied du compte de résultat.

Pour les dons en nature et prestations en nature (incluant le mécénat de compétence), l'Association ne valorise que ceux ayant fait l'objet d'un reçu fiscal. Cette valorisation est obtenue à partir de notre base de gestion des donateurs. En 2025, le montant des dons et prestations en nature ayant fait l'objet d'un reçu fiscal s'élève à 1 100 073 €.

5.4 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Des conventions ont été conclues avec nos partenaires :

- Fondation Française de l'Ordre de Malte :
 - Convention de mise à disposition de moyens conclue le 17/11/2009 et avenant du 10/03/2010
Produit comptabilisé pour 93 419 € en 2025
- Association Française des Membres de l'Ordre de Malte :
 - Convention de mise à disposition de moyens conclue le 06/01/2010 (avec un avenant du 16/03/2010), et convention de mise à disposition de personnel conclue le 17/05/2021 (avec un avenant du 17/11/2022)
Produit comptabilisé pour 210 130 € en 2025

6 Autres informations

6.1 Effectif moyen

L'effectif salarié en nombre d'emplois équivalents temps plein (ETP) est de 983 en 2025.

6.2 Engagements de retraite

La majorité du personnel étant financée sur des fonds publics, dans le cadre de nos Etablissements médico-sociaux et sanitaires, les engagements de départ à la retraite ne sont pas provisionnés.

Toutefois, ces engagements sont estimés.

Ceux-ci, évalués dans le cas d'un départ volontaire par le salarié à 65 ans, ont été déterminés en tenant compte des hypothèses suivantes :

- conventions collectives applicables et accord d'entreprise ;
- table de mortalité Homme / Femme INSEE ;
- turn-over ;
- progression des salaires et GVT estimée à 2 % ;
- taux d'actualisation retenu à 4,00 % ;
- taux de charges patronales retenu à 55 %.

Il en résulte au 31 décembre 2025 un engagement global de 2 001 K€ :

- 1 577 K€ pour les établissements médico-sociaux et sanitaires ;
- 424 K€ pour les autres établissements.

6.3 Engagements hors bilan

6.3.1 Engagements reçus

Le montant hors-bilan des engagements reçus au titre des assurances-vie s'élève à 876 757 € à fin 2025.

Le montant hors-bilan des engagements reçus au titre des legs s'élève à 499 296 € à fin 2025. Il s'agit du produit net de la vente d'un tableau reçu par legs, sous condition suspensive à la date du 31 décembre 2025.

6.3.2 Engagements donnés

- Au titre de l'emprunt contracté pour la Maison Ferrari à Clamart d'un montant initial de 2 000 000 € (solde restant dû de 400 000 € à fin 2025) :
Garantie hypothécaire à hauteur de l'emprunt restant dû.
- Au titre de l'emprunt contracté pour les travaux de modernisation du CPMPR Saint Jacques à Roquetaillade d'un montant initial de 2 000 000 € (solde restant dû de 1 400 951 € à fin 2025) :
Nantissement d'un compte épargne à hauteur de 1 000 000 €.
- Au titre de la caution solidaire donnée à la SCIA de l'OMF au profit d'un établissement bancaire pour un emprunt d'un montant initial de 650 000 €, dont le terme est au 15 septembre 2033 (solde restant dû de 319 389 € à fin 2025).

6.4 Rémunération des dirigeants et salariés

Les membres du Conseil d'Administration dirigeants au sens de l'Instruction fiscale 4H – 5 – 06 du 16 décembre 2006 exercent bénévolement leur mandat.

Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée.

Les rémunérations brutes des trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'élèvent à 400 900 € (loi n°2006-586 du 23 mai 2006).

Le montant global des cinq salaires et autres rémunérations les plus élevés s'élève à 722 573 €.

6.5 Honoraires du Commissaire aux comptes

Conformément au décret n°2008 – 1487 du 30 décembre 2008, les honoraires du Commissaire aux comptes relatif à la mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à un montant de 76 066 € TTC sur les Etablissements bénéficiant de financements publics assurant leur fonctionnement et 63 658 € TTC sur les autres Etablissements. Les honoraires au titre des services autres que ceux de la certification des comptes s'élèvent à 882 € TTC.

Honoraires du Commissaire aux comptes	Montant
Honoraires afférents à la certification des comptes	139 724
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	882
TOTAL	140 606

6.6 Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger (version synthétique*)

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
ALLEMAGNE	2 719
ANDORRE	152
AUTRICHE	1 010
BELGIQUE	4 803
CANADA	672
CHILI	120
COTE D'IVOIRE	59
DANEMARK	125
ESPAGNE	94 724
ETATS UNIS D'AMERIQUE	4 488
GRECE	275 000
IRLANDE	335
ITALIE	109 508
JAMAIQUE	10
LIBAN	80
LUXEMBOURG	1 445
MADAGASCAR	24 130
MALTE	250
MAROC	100
MONACO	157 540
NORVEGE	750
PAYS-BAS	4 803
PORTUGAL	20
ROYAUME UNI	2 038
SINGAPOUR	25
SUEDE	120
SUISSE	105 235
REPUBLIQUE TCHEQUE	309
Total général	790 568

* La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger, que l'Association doit établir en application de l'article 434-3 du règlement ANC 2018-06, est mise à la disposition du public au siège de l'Association située au 42 rue des Volontaires – 75015 Paris selon les modalités suivantes : demande écrite par mail auprès du Service Relations Donateurs don@ordredemaltefrance.org

7 Compte de Résultat par Origine et par Destination et Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public

L'Association fait appel public à la générosité au regard de l'article 3 de la loi du 7 août 1991.

Le Compte de Résultat par Origine et par Destination (CROD) et le Compte d'Emploi annuel des Ressources issues de la générosité du public (CER) sont présentés ci-après. Les règles d'établissement du CROD et du CER sont décrites dans les paragraphes ci-après constituant l'annexe du CROD et du CER. Elles ont fait l'objet de décision en conseil d'administration.

7.1 Règles d'élaboration

7.1.1 Définition des missions sociales

L'Ordre de Malte de France, association caritative, a pour objet d'apporter, tant en France que dans les pays avec lesquels la République Française ou l'Ordre Souverain de Malte entretiennent des relations diplomatiques, une aide aux personnes affectées notamment par la maladie, le handicap, la dépendance, les conflits, les catastrophes naturelles et tout autre détresse, sans distinction de religion, d'origine, ou d'âge.

Elle intervient aussi dans la protection de la vie, de son origine jusqu'à sa fin naturelle.

Elle intervient également dans le cadre d'opérations de sécurité civile, d'actions de solidarité et d'aide aux réfugiés et aux migrants.

Les moyens d'actions de l'Association sont, notamment :

- La création et la gestion de structures de soins et d'accueil ;
- Des secours médicaux y compris par l'acquisition de médicaments ainsi que des produits de santé et de nutrition à destination des populations démunies ;
- Des formations en vue de l'éducation sanitaire et de la spécialisation des membres des professions médicales et paramédicales ;
- Des publications, expositions, colloques, séminaires et symposiums ;
- Et d'une manière générale tout concours moral, financier ou matériel à des œuvres caritatives ou humanitaires.

7.1.2 Ventilation des missions sociales

Les missions sociales sont ventilées entre celles réalisées en France et celles à l'étranger, subdivisées entre les actions réalisées directement et les versements à d'autres organismes.

Si la gestion complète de la structure est contrôlée par l'Ordre de Malte France, la mission sociale est portée sur la ligne « actions réalisées par l'organisme », s'il ne s'agit que d'une structure soutenue, alors la ligne retenue est « versement à un organisme central ou à d'autres organismes ».

7.1.3 Principe d'affectation des coûts

Les charges directes sont affectées à la rubrique d'emploi concerné. Les coûts indirects de fonctionnement sont imputés sur la base de règles d'affectation préétablies.

Les charges de fonctionnement et d'amortissement du siège social sont réparties proportionnellement à la surface occupée par chaque service.

Une partie des charges indirectes, enregistrées dans un premier temps en frais de fonctionnement, est répartie ensuite sur les missions sociales et les frais de recherche de fonds, le solde demeurant en frais de fonctionnement. Cette affectation est réalisée à l'aide de clefs de répartition définies à l'avance, qui ont permis de déterminer les pourcentages à retenir pour l'année 2025.

Toutes les explications relatives à ces données se trouvent dans le tableau ci-dessous :

Catégories d'emplois	Clefs de répartition	Imputation en missions sociales	Imputation en frais de recherche de fonds
Charges de fonctionnement et d'amortissement du siège social	Proportionnellement à la surface occupée par chaque service.	34 %	7 %
Frais de la Direction de la Communication	Proportionnellement au temps passé par le personnel de cette direction pour les services relevant des missions sociales.	100 %	
Promotion des legs	Affecté en totalité à la recherche de fonds.		100 %
Frais de la Direction Générale	Proportionnellement au temps passé directement, lié à nos missions sociales.	50 %	
Frais de la Direction des Ressources Humaines	Proportionnellement au nombre de bulletins de paie pour les services remplissant des missions sociales par rapport au total des bulletins de paie.	70 %	
Services Financiers	Proportionnellement au temps passé pour les services remplissant des missions sociales.	60 %	
Services Généraux	Proportionnellement à l'effectif du siège dans les services remplissant des missions sociales par rapport à l'effectif total. L'effectif prend en compte les salariés augmentés de la moitié du nombre de bénévole du siège qui contribuent à l'activité de l'Association.	50 %	
Services des Programmes Immobiliers	Proportionnellement au temps passé, consacré aux missions sociales.	90 %	

7.1.4 Définition des ressources

Les ressources financières issues de la générosité du public se composent de :

- Cotisations sans contrepartie ;
- Dons, legs et mécénat : dons manuels, legs et assurances-vie, mécénat ;
- Autres ressources liées à la générosité du public : produits financiers et produits de cession des immobilisations issues ou financées par de la générosité du public

Les ressources non liées à la générosité du public sont toutes les ressources de l'Association à l'exclusion de celles issues de la générosité du public.

Elles se composent notamment à ce jour :

- De subventions publiques et de concours publics ;
- De contributions financières sans contrepartie ;
- De prestations et de produits divers.

7.1.5 Règle d'affectation des ressources par types d'emplois

Les missions sociales sont financées par les ressources collectées auprès du public en complément de celles qui y sont directement affectées (par exemple subventions, contributions financières, mécénats, prestations facturées...). Ainsi, lorsqu'une mission sociale ne fait pas l'objet de ressources clairement affectées, il est supposé que ces missions soient financées par les ressources collectées auprès du public.

Les frais de recherche de fonds sont financés par la générosité du public, dès lors qu'ils ont contribué à l'obtention de ressources collectées auprès du public.

Les frais de fonctionnement sont financés par les ressources liées à la générosité du public après déduction des autres ressources affectées au fonctionnement.

7.2 Présentation du Compte de Résultat par Origine et par Destination et du Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public pour l'exercice 2025

7.2.1 Le Compte de Résultat par Origine et par Destination

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	dont générosité du public	TOTAL	dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	24 859 676	24 859 676	22 233 129	22 233 129
1.1 Cotisations sans contrepartie	9 800	9 800	8 920	8 920
1.2 Dons, legs et mécénat	23 211 344	23 211 344	19 788 380	19 788 380
- Dons manuels	10 306 179	10 306 179	10 202 246	10 202 246
- Legs, donations et assurances-vie	12 739 833	12 739 833	9 186 625	9 186 625
- Mécénat	165 332	165 332	399 509	399 509
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	1 638 532	1 638 532	2 435 828	2 435 828
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	11 379 398		13 606 299	
2.1 Cotisations avec contrepartie	0		0	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	1 775 935		3 290 666	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	9 603 464		10 315 633	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	57 076 691		53 133 350	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	1 541 347	80 845	882 382	47 841
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	2 107 788	579 188	2 405 993	875 194
TOTAL	96 964 900	25 519 710	92 261 151	23 156 164
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	79 516 177	14 050 588	78 654 010	13 840 737
1.1 Réalisées en France	70 333 265	7 215 576	68 642 540	7 222 268
- Actions réalisées par l'organisme	70 333 265	7 215 576	68 642 540	7 222 268
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	0	0	0	0
1.2 Réalisées à l'étranger	9 182 911	6 835 013	10 011 470	6 618 469
- Actions réalisées par l'organisme	8 774 508	6 514 554	8 995 414	6 096 666
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	408 403	320 459	1 016 055	521 804
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	5 564 719	5 529 872	5 332 774	5 313 887
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	5 169 740	5 162 893	4 935 684	4 916 797
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	394 979	366 979	397 090	397 090
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 711 852	2 166 629	2 855 815	2 402 727
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	2 503 148	423 326	1 421 006	138 180
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	199 089	91 235	372 779	171 100
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	3 803 000	1 293 742	3 307 505	1 184 969
TOTAL	94 297 984	23 555 392	91 943 890	23 051 601
EXCEDENT OU DEFICIT	2 666 916	1 964 318	317 261	104 563
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	24 956 598	24 956 598	25 993 184	25 993 184
Bénévolat	23 856 525	23 856 525	25 199 325	25 199 325
Prestations en nature	112 908	112 908	59 380	59 380
Dons en nature	987 165	987 165	734 479	734 479
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	0		0	
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE	0		0	
Prestations en nature	0		0	
Dons en nature	0		0	
TOTAL	24 956 598	24 956 598	25 993 184	25 993 184
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	23 832 642	23 832 642	24 896 452	24 896 452
Réalisées en France	23 832 642	23 832 642	24 896 452	24 896 452
Réalisées à l'étranger	0	0	0	0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	583 783	583 783	564 512	564 512
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	540 173	540 173	532 220	532 220
TOTAL	24 956 598	24 956 598	25 993 184	25 993 184

7.2.2 Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du public

EMPLOIS PAR DESTINATION	2025	2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	2025	2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	14 050 588	13 840 737	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	24 859 676	22 233 129
1.1 - Réalisées en France	7 215 576	7 222 268	1.1 - Cotisations sans contrepartie	9 800	8 920
- Actions réalisées par l'organisme	7 215 576	7 222 268	1.2 - Dons, legs et mécénat :	23 211 344	19 788 380
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	0	0	. Dons manuels	10 306 179	10 202 246
1.2 - Réalisées à l'étranger	6 835 013	6 618 469	. Legs, donations et assurances-vie	12 739 833	9 186 625
- Actions réalisées par l'organisme	6 514 554	6 096 666	. Mécénat	165 332	399 509
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	320 459	521 804	1.3 - Autres ressources liées à la générosité du public	1 638 532	2 435 828
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	5 529 872	5 313 887			
2.1 - Frais d'appel à la générosité du public	5 162 893	4 916 797			
2.2 - Frais de recherche d'autres ressources	366 979	397 090			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 257 864	2 573 827			
TOTAL DES EMPLOIS	21 838 323	21 728 452	TOTAL DES RESSOURCES	24 859 676	22 233 129
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	423 326	138 180	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	80 845	47 841
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	1 293 742	1 184 969	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	579 188	875 194
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	1 964 318	104 563	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	25 519 710	23 156 164	TOTAL	25 519 710	23 156 164
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	16 595 408	17 964 964
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	1 964 318	104 563
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public	-254 207	-1 474 120
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	18 305 519	16 595 408
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2025	2024	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2025	2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	23 832 642	24 896 452	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	24 956 598	25 993 184
Réalisées en France	23 832 642	24 896 452	Bénévolat	23 856 525	25 199 325
Réalisées à l'étranger	0	0	Prestations en nature	112 908	59 380
			Dons en nature	987 165	734 479
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	583 783	564 512			
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	540 173	532 220			
TOTAL DES EMPLOIS	24 956 598	25 993 184	TOTAL DES RESSOURCES	24 956 598	25 993 184

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public :

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	2025	2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	7 219 520	6 909 746
(-) Utilisation	-579 188	-875 194
(+) Report	1 293 742	1 184 969
(+/-) Transferts	0	0
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	7 934 075	7 219 520